

La crise européenne

Invité : Jean-Louis Bourlanges

Compte rendu du débat organisé par Convictions

Jeudi 03 février 2011

Invité : Jean-Louis Bourlanges

Thème : La crise européenne

Jean Louis Bourlanges, Conseiller Maître à la Cour des comptes est l'actuel président de la Fondation du Centre. Ancien député européen de 1989 à 2007 et Vice-président de l'UDF, il a notamment été élu président de la Commission des Libertés Civiles, de la Justice et des Affaires Intérieures au Parlement européen et président du Mouvement Européen France.

Se réclamant du Gaullisme de gauche, Jean-Louis Bourlanges adhère au début des années 1970 à la conception de « société nouvelle » de Jacques Chaban-Delmas avant de soutenir Michel Debré. A partir de la fin des années 1980, il participe à l'épisode des rénovateurs avant de rejoindre Simone Veil (UDF) lors des élections européennes de 1989. Spécialiste des problématiques européennes, il interviendra pour Convictions afin de poser un diagnostic sur la construction européenne, la crise institutionnelle et politique actuelle.

Construire l'Europe du présent pour faire progresser l'Europe du futur

Dans un contexte où l'Europe est accusée de tous les maux par une partie de la classe politique et des citoyens, notre invité dresse un parallèle entre l'histoire et l'évolution de l'Union Européenne. Selon Jean-Louis Bourlanges, la situation actuelle de l'Europe résulte de son histoire depuis trois décennies. Il décompose cette séquence en trois grandes périodes, ponctuées par deux ruptures, à savoir la chute du Mur de Berlin et la Guerre en Irak.

La première phase se situe avant 1989. L'Europe se construit autour de frontières déterminées essentiellement par le bloc soviétique et fonctionne sur un système de solidarité politico-militaire opposant l'Ouest et l'Est. Les propos tenus par F. Mitterrand « les fusées sont à l'Est, les pacifistes à l'Ouest » sont l'illustration parfaite d'un paradigme dans lequel se trouve d'un côté la menace soviétique et de l'autre une solidarité atlantique couplée à une communauté franco-allemande renforcée. En se structurant ainsi en opposition avec l'URSS, l'Europe consolide son unité et construit progressivement sa communauté économique.

Les éléments qui vont se produire jusqu'à la création de l'euro, à savoir la construction du marché commun, la coopération intérieure, la monnaie unique... résultent de cette cristallisation. Si les années précédant la chute du mur de Berlin s'illustrent par l'apogée de l'idée d'un fédéralisme visant à tenir à distance les passions démocratiques, elles préfigurent un tournant plus politique dans les années suivantes. Cela amène Jean-Louis Bourlanges à considérer que la réalité qui caractérise l'Europe des années 1990 est portée par les décisions prises dans les années 1980.

Après 1989 l'Europe prend dans **une deuxième phase historique** un tournant véritablement politique et progresse sur le dossier de la démocratisation des institutions. A la suite de l'intervention d'un membre de l'association sur la question du déficit démocratique au sein de l'Europe, Jean-Louis Bourlanges met en exergue le Traité de Maastricht. Il estime pour sa part que ce traité a été un outil de construction démocratique tant sur le plan législatif (chambre des Etats avec le Conseil des ministres et chambre des Peuples avec l'affirmation progressive du Parlement européen). Ainsi, la Commission européenne est largement assujettie à ce nouvel ordre démocratique européen (système de contrôle, désignation des commissaires par les Etats membres, possibilité de faire chuter un commissaire...). Si le milieu des années 1990 est symbolisé par les « euro-fervents », cela contraste néanmoins avec l'installation progressive en Europe d'une génération d'« euro-tiède » à la fin des années 1990¹. Auparavant les forces sociales libérales, sociales démocrates et fédéralistes étaient dominantes dans les différents Etats de l'Union et au niveau européen. A partir du milieu des années 1990, une génération plus conservatrice va prendre le relais.

La **troisième phase historique** correspond à la construction d'une Europe intergouvernementale. Pour Jean-Louis Bourlanges, l'une des difficultés majeures actuelles réside dans l'absence de compétences claires attribuées à l'Union européenne. Selon lui, les vrais compétences clés de l'Union Européenne ne sont que la concurrence, le commerce mondial, la PAC, la politique monétaire dans la zone euro et enfin la normalisation économique. Pour le reste, en se différenciant du propos de J. Delors affirmant « 80% des compétences sont européennes », il juge que 80 % des compétences nationales, par exemple l'armée, la politique de l'éducation, la sécurité sociale, l'organisation des collectivités territoriales...

A l'interrogation d'un membre de l'association sur le manque de compétences et sur leurs véritables capacités à faire avancer l'Europe, Jean-Louis Bourlanges justifie ses propos en démontrant la période de stagnation du couple franco-allemand. D'un côté l'Etat Allemand est assimilé à une « hydre ne sachant pas comment l'animal (l'Europe) va réagir » et de l'autre un Nicolas Sarkozy n'arrivant pas à « rompre avec le modèle chirac-mitterrandien » consistant à « soutenir la croissance par les prestations sociales ».

Selon notre intervenant, si les Allemands ont une excellente maîtrise de leur processus industriel reposant sur le triptyque conception, fabrication et commercialisation (réussite économique), ils ne semblent pas réussir à transformer l'essai politiquement sur le plan européen. Quant à la France, si elle a raison sur le plan politique, sa situation économique réduit son influence dans le processus européen. De ce fait, le ralentissement du moteur incarné par le couple franco-allemand réduit les avancées de l'Union Européenne.

L'Europe, un outil de construction en désuétude

A la fin des années 1990, seuls trois chantiers ont véritablement progressé : le dossier de la construction du marché intérieur, le dossier monétaire, le dossier de l'élargissement. En réalité, l'Europe vit sur la vitesse acquise dans les années quatre-vingt avec l'investissement de H. Kohl, J. Delors et F. Mitterrand. Le marché commun appelait le

¹ Après la période qui s'achève avec François Mitterrand (1995), Jacques Delors (Président de la Commission européenne jusqu'en 1995) et Helmut Kohl.

marché intérieur qui appelait la monnaie unique qui elle-même appelait une politique économique commune.

Pour Jean-Louis Bourlanges, la lumière qui éclaire l'Europe des années 1990 est semblable à la lumière d'une étoile morte. A cet instant, il considère que l'on se nourrit de trois illusions. D'une part, l'illusion « d'une mondialisation heureuse² » dans laquelle s'effectue une libéralisation des échanges, un rapprochement des continents où finalement « les exclus du banquet de la vie d'hier vont être amenés au banquet de la vie d'aujourd'hui ».

D'autre part, l'illusion d'une hyper puissance américaine où les Etats-Unis sont les gendarmes du monde sans réellement de rivaux (« l'hyperpuissance américaine » pour Hubert Védrine). Enfin l'illusion d'une contagion démocratique où l'ensemble des pays deviendront acquis aux valeurs démocratiques et libérales (thèse de Francis Fukuyama sur la fin de l'histoire). Ces trois visions se sont révélées inexactes.

Ce phénomène a eu des conséquences mortifères pour l'Union européenne. Il a permis aux « euro-tièdes » tel que G. Brown de justifier l'inutilité d'une Europe puissante, économique et politique. L'utopie planétaire supprime l'ambition européenne en la rendant moins nécessaire.

A l'équipe « eurofervente » des années 1980, succède une équipe « eurotiède », voir « eurosceptique ». L'Europe avance désormais sur la vitesse acquise précédemment ayant pour conséquence une panne institutionnelle de l'Union Européenne et un abaissement de la solidarité européenne.

Si l'Europe est en difficulté, « c'est parce que l'Europe des six est en crise » rappelle Jean-Louis Bourlanges. Nous n'avons plus désormais de noyau entraînant pour faire progresser l'Europe.

Pour M. Bourlanges, les trois forces motrices des années 1990 éclatent.

1 - La **superpuissance américaine** s'effondre dans les déconvenues afghanes et irakiennes. Les Etats Unis influencent, mais ne peuvent plus désormais régler le monde à leur image. S'ils deviennent des partenaires incontournables, ils ne peuvent plus se poser en arbitre comme par le passé.

2 - La **contagion démocratique** n'est pas à l'ordre du jour, sans compter les nouveaux enjeux posés par la montée de l'Islamisme, une Chine on démocratique, etc. Nos valeurs ne sont plus dominantes mais deviennent au contraire annexes, accessoires, secondaires.

3 - La **mondialisation quant à elle n'est pas heureuse**. La crise apparaît comme une crise géopolitique de redistribution des richesses. Jean-Louis Bourlanges compare la fin de la crise à la marée qui se retire, « c'est à ce moment-là que l'on voit les nageurs avec et sans maillot de bain ». Notre système social est profondément déconsidéré. Certes les progrès économiques sont présents, mais les acquis sociaux sont gravement remis en cause. Ces éléments engendrent chez les libéraux et les centristes une rupture avérée avec d'un coté les défenseurs du modèle social et de l'autre les partisans de l'abandon de l'Etat-providence au profit de la concurrence dans la mondialisation.

² Ouvrage d'Alain Minc (Plon, 1997).

Si le besoin d'Europe se heurte à un organe européen qui ne marche pas, les responsables politiques ne créent cependant pas l'organe pour fonctionner effectivement. La faiblesse du système s'explique selon lui par l'affaiblissement des sociaux démocrates, l'émergence d'une configuration post-Thatchérienne chez les centristes avec l'apparition d'une forme de souverainisme et enfin à droite par l'avènement des partis populistes. Ces trois moteurs politiques européens sont aujourd'hui fragilisés. Par exemple, lorsqu'A. Merkel oppose l'Europe communautaire et l'Europe intergouvernementale, elle prend acte de la dérive anti fédéraliste de l'opinion.

Un membre de Convictions intervient pour exprimer la difficulté de donner un pouvoir à une entité qui n'est pas symbolisée, ainsi que sur les risques pour les pays de désertir la zone euro. Pour Jean-Louis Bourlanges, la réponse réside dans le fait que J. Delors a été un repoussoir à retardement. Contrairement à J. Monnet, son pouvoir a coïncidé avec un réel pouvoir et a donc symbolisé la construction européenne. Néanmoins avec le narcissisme des dirigeants actuels, il n'est plus toléré qu'un autre pouvoir que le leur émerge. L'exemple en est fait avec l'élection de H. Von Rompuy à la tête du Conseil européen et la multiplication des présidents (président de la commission, du conseil européen, tournante de l'UE...). Pour notre intervenant, la différence fondamentale entre le Traité constitutionnel et le Traité de Lisbonne réside dans la destruction des symboles, on ne parle pas de loi, mais de directive ou de règlement, on refuse de parler de ministre des affaires étrangères. La peinture de Magritte³ (1928) montrant une pipe, et indiquant « ceci n'est pas une pipe » illustre parfaitement ces propos.

Sur la question relative à l'éventualité d'un retrait de pays de la zone euro, Jean-Louis Bourlanges estime qu'il n'y a pas de menace en tant que tel. Les pays de l'Union Européenne n'ont aucun intérêt à sortir de cette la zone dans la mesure où les deux tiers de leurs excédents commerciaux se font en Europe. Pour lui, l'euro est comme un « vaisseau spatial déglingué, la solution n'est pas de sauter dans l'espace ». Il identifie trois problèmes dans la zone : la liquidité, la solvabilité et enfin la compétitivité.

Vers une nécessaire refondation des moteurs de l'Europe

De 1980 à 1995, unification, solidarité et progrès étaient les lignes directrices de l'Union européenne. Le processus de construction a décliné avec l'émergence d'une génération d'« euro-tièdes ». Si ces derniers ont bénéficié des avancées passées pour continuer à progresser, la génération à venir devra quant à elle relancer le « vaisseau Europe » et créer une nouvelle dynamique. Pour cela, trois pistes peuvent être à explorer.

Tout d'abord, la nécessité pour l'Europe de **retrouver un nouveau moteur**. La refondation du couple franco-allemand semble être un premier élément à creuser. Cependant, la réaffirmation de l'Europe des Six portée par Jean-Louis Bourlanges est également une perspective à envisager. L'émergence d'un nouveau noyau dur peut être une éventualité pour l'Europe de demain.

Ensuite, **l'absence de symbole** déshumanise l'Europe. De ce fait, un véritable travail de recherche sur la symbolique s'impose afin de faire de l'Europe une réalité. Ces derniers doivent être clairement identifiables et compréhensibles. A cela doit s'ajouter la réaffirmation d'un pouvoir européen fort et visible.

³ Cette toile était intitulée « La trahison des images ».

Enfin, la **réaffirmation et l'élargissement des compétences** de l'Union européenne doit aussi être une priorité. Cependant, pour éviter toute marginalisation, il semble intéressant avant d'effectuer cet élargissement de dresser un état des lieux des systèmes étatiques cohabitant dans l'Union. Ce travail de compréhension est un préalable nécessaire afin d'évaluer au mieux l'impact de cet élargissement des compétences sur les différents pays ainsi que sur leur population.